

Entretien avec le président du Conseil national  
Andreas Aebi

## « Une agriculture moderne nécessite une technique agricole moderne »

**Quelle est la position du président du Conseil national Andreas Aebi sur les initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » qui seront soumises au vote le 13 juin 2021 ? Quel rôle la technique agricole joue-t-elle ?**

**Monsieur le président du Conseil national, que pensez-vous de ces initiatives ?**

Andreas Aebi: Ces deux initiatives sont extrêmes et doivent clairement être refusées. Une production de denrées alimentaires moderne implique d'avoir recours à certains produits phytosanitaires, surtout pour pouvoir satisfaire les exigences du commerce et des consommateurs en matière de qualité et de quantité. Cela est valable tant pour l'agriculture biologique que pour les PER. La technique agricole doit contribuer à réduire les risques et les quantités utilisées grâce aux toutes dernières technologies.

**Vous vous engagez pour une agriculture productive et innovante. Quels sont les défis à venir prochainement ?**

La mission principale de l'agriculture est la production de denrées alimentaires. J'y vois deux défis principaux à l'avenir. Il faudra démontrer que la production de denrées alimentaires et l'agriculture écologique ne s'opposent pas, mais au contraire se complètent de manière optimale. Et voici qui nous amène au second défi: nous devons parvenir à fixer les prix sur le marché de sorte que les prestations fournies soient effectivement rémunérées. Si l'élargissement des espaces dans les champs de céréales favorise la présence des alouettes et réduit ainsi le rendement par hectare, cela devra se refléter dans le prix du blé.

**Comment évaluez-vous les requêtes des initiatives ?**

Il est absolument incontestable que nous voulons tous avoir de l'eau po-

table propre. Personne ne peut être contre cette requête. Cependant, la qualité de l'eau potable en Suisse est la meilleure du monde. C'est un fait. Et nous devons tous faire notre possible pour qu'il en reste ainsi. Nous n'avons pas besoin de ces initiatives pour cela, mais plutôt d'une évolution équilibrée de la politique agricole, qui tient compte de ces aspects. L'initiative parlementaire visant à réduire les risques phytosanitaires et les pertes d'éléments nutritifs va exactement dans cette direction. Avec le plan d'action relatif à l'utilisation des produits phytosanitaires, adopté il y a longtemps, et les projets tels que le projet bernois de protection des plantes, l'agriculture prouve qu'elle relève ces défis de manière responsable.

Le fait de prétendre que l'agriculture est contre tout est un reproche erroné qui montre que les initiateurs manquent d'expérience et d'informations.

**Si les initiatives sont adoptées, à quelles conséquences sur l'agriculture faudrait-il s'attendre ?**

Les études d'Agroscope et de la BFH-HAFL montrent que l'adoption de l'initiative « Pour une eau potable propre » diviserait l'agriculture en deux. D'un côté, les entreprises qui, pour continuer à recevoir les paiements directs, devront renoncer à l'avenir à acheter du fourrage et à utiliser des produits phytosanitaires et qui produiront donc moins et de manière extensive. De l'autre côté, les entreprises plus intensives dans le domaine des cultures spéciales et des volailles, qui ne pourraient en aucun cas satisfaire les exigences des



Interview mit Nationalratspräsident Andreas Aebi

# «Eine zeitgemässe Landwirtschaft braucht zeitgemässe Landtechnik»

**Wie stellt sich Nationalratspräsident Andreas Aebi zur «Trinkwasserinitiative» und zur Initiative «Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide», die am 13. Juni 2021 zur Abstimmung kommen? Welche Rolle spielt dabei die Landtechnik?**

**Herr Nationalratspräsident, wie stellen Sie sich zu den Initiativen?**

**Andreas Aebi:** Diese beiden Initiativen sind extrem und müssen klar abgelehnt werden. Eine zeitgemässe Lebensmittelproduktion ist auf einen gewissen Einsatz an Pflanzenschutzmitteln angewiesen. Dies vor allem, um die von Handel und Konsumenten geforderten Qualitäten und Mengen bereitstellen zu können. Dies gilt sowohl für den Biolandbau wie für die ÖLN Landwirtschaft. Die Landtechnik muss ihren Beitrag dazu leisten, damit dank neusten Technologien Risiken und Einsatzmengen reduziert werden können.

**Sie setzen sich ein für eine produktive und innovative Landwirtschaft. Welche Herausforderungen stellen sich dabei in nächster Zeit?**

Die Hauptaufgabe der Landwirtschaft ist die Produktion von Nahrungsmitteln. Dabei sehe ich zwei Hauptherausforderungen für die Zukunft. Es geht darum zu zeigen, dass sich die Lebensmittelproduktion und die ökologischen Leistungen nicht ausschliessen, sondern optimal ergänzen. Damit hängt aber die zweite Herausforderung zusammen. Es muss nämlich gelingen, am Markt die Preise zu erreichen, damit die erbrachten Leistungen auch entschädigt werden. Wenn durch breitere Abstände im Getreide die Feldlerche gefördert wird und sich dadurch der Flächenertrag reduziert, muss der

Weizenpreis dementsprechend diese Leistung abbilden.

**Wie beurteilen Sie die Anliegen der Initiativen?**

Wir alle wollen sauberes Wasser – das ist unbestritten. Niemand kann gegen dieses Anliegen sein. Es ist aber so, dass die Schweiz weltweit über die höchste Qualität des Trinkwassers verfügt. Das ist eine Tatsache. Es muss unser aller Anliegen sein, dass dies auch so bleibt. Dafür braucht es aber diese Initiativen nicht, sondern eine ausgewogene Weiterentwicklung der Agrarpolitik, die diesen Aspekten Rechnung trägt. Die parlamentarische Initiative zum Absenkpfad der Pflanzenschutzrisiken und der Nährstoffverluste geht genau in diese Richtung. Mit dem längst beschlossenen Aktionsplan Pflanzenschutz und Projekten, wie dem Berner Pflanzenschutzprojekt, zeigt die Landwirtschaft, dass sie eigenverantwortlich an diesen Herausforderungen arbeitet und arbeiten will. Der Vorwurf, die Landwirtschaft sei einfach gegen alles, ist schlicht falsch und zeugt von Erfahrungs- und Informationsdefiziten der Initianten.

**Wie muss man sich die Auswirkungen auf die Landwirtschaft bei der Annahme der Initiativen vorstellen?**

Studien von Agroscope und der HAFL zeigen, dass eine Annahme der Trinkwasserinitiative zu einer Zweiteilung der Landwirtschaft führen



initiatives. Ces entreprises devraient intensifier leur production afin de pouvoir survivre sans paiements directs. À mon avis, les deux évolutions ne sont pas souhaitables et ne répondent probablement pas aux attentes de la majorité de la population suisse.

**Le destin de l'agriculture et la technique agricole sont étroitement liés. Quels sont les risques et quelles sont les chances d'après vous ?**

Une agriculture moderne nécessite une technique agricole moderne. Le fait que les machines utilisées ont tendance à être de plus en plus grandes afin d'augmenter l'efficacité est un problème à mes yeux. D'une part, car la pollution des sols augmente ainsi massivement, et d'autre part car les structures en Suisse ne sont pas vraiment adaptées. J'y vois une chance dans le développement des appareils autonomes, qui permettent d'augmenter l'efficacité non par leur taille mais par la possibilité d'employer moins de main d'œuvre. Dans tous les cas, l'agriculture a besoin de la technique agricole et vice versa. Nous avons un destin commun, au sens positif du terme.

**La technique agricole offre des solutions grâce à des appareils ultra précis, comme les pulvérisateurs utilisant l'intelligence artificielle pour la reconnaissance et le traitement de certaines plantes. Cela permet de réduire au minimum l'emploi des ressources ainsi que le risque relatif à l'utilisation des produits phytosanitaires. Les distributeurs de machines agricoles disposent du savoir-faire correspondant. Comment les politiciens peuvent-ils renforcer la prise de conscience du grand public ?**

Je ne crois pas que cela relève du ressort de la politique de renseigner la population à ce sujet. Les politiciens ont clairement besoin d'avoir les informations nécessaires pour prendre leurs décisions. Il s'agit de la mission des parlementaires agricoles au Palais fédéral. C'est à la branche qu'il revient d'informer la population et les consommateurs. L'agriculture et les entreprises de technique agricole doivent développer des stratégies communes.

**La technique agricole met sa technique innovante et ses connaissances spécialisées à disposition en ce qui concerne la protection phytosanitaire mécanique ou les nouveaux outils de travail tels**

**que les robots et les drones. Comment évaluez-vous cette évolution en faveur d'une agriculture responsable ?**

Je suis de près cette évolution et j'y vois un grand potentiel et de nombreuses opportunités. Bien souvent pourtant, les coûts engendrés par de telles technologies sont trop élevés pour certaines entreprises ou elles ne disposent pas du savoir-faire nécessaire. Il convient donc de créer des structures communes qui rendent réellement possible l'utilisation à grande échelle des technologies les plus récentes.

**L'Association professionnelle Agrotec Suisse s'est fixé pour objectif de rassembler plusieurs dizaines de milliers de NON, par le biais d'informations concrètes transmises à ses membres ainsi qu'à leurs collaborateurs, familles et amis. Quelles autres possibilités envisagez-vous ?**

Étant donné qu'il s'agit d'un sujet très émotionnel, il est de notre ressort à tous de sensibiliser notre entourage et de fournir des explications. Nous devons surtout mettre en évidence tout ce qui a déjà été fait et rendre attentif aux éventuelles conséquences. Je me rends souvent compte lors des discussions que beaucoup de personnes sont mal informées. Lorsque je leur expose les liens, elles sont très étonnées. La population doit prendre conscience du fait que si nous produisons moins en Suisse, les importations augmentent et notre influence sur les conditions de production baisse. Exporter les problèmes au lieu de les régler n'est pas une option à mes yeux. Il s'agit là d'un phénomène de prospérité. Des idées et projets innovants sont nécessaires pour rassembler l'agriculture et le reste de la population, et pour montrer que nous sommes tous interdépendants et que nous profitons également les uns des autres. Depuis trois ans, « mon » village Alchenstorf porte le nom de « village des oiseaux ». Nous souhaitons renforcer la biodiversité dans l'agriculture et dans les espaces urbains au moyen d'un travail d'information, de motivation et d'enthousiasme, et assumer nos responsabilités (voir [www.vogeldorf.ch](http://www.vogeldorf.ch)). Il est important que chacun d'entre nous, en prenant une vue à vol d'oiseau, considère la nature, l'agriculture et l'économie comme un tout. ■

*Propos recueillis par  
Rob Neuhaus*







würde. Auf der einen Seite, Betriebe, die um den Erhalt der Direktzahlungen zu sichern, künftig auf den Zukauf von Futtermittel und den Einsatz von Pflanzenschutzmittel verzichten müssen und damit extensiver und klar weniger produzieren würden. Auf der anderen Seite intensivere Betriebe im Bereich Spezialkulturen und Geflügel, die ohnehin die Anforderungen der Initiativen nicht erfüllen könnten. Diese Betriebe müssten ihre Produktion noch weiter intensivieren, um ohne Direktzahlungen überleben zu können. Aus meiner Sicht sind beide Entwicklungen nicht erstrebenswert und vermutlich auch nicht im Sinne der Mehrheit der Schweizer Bevölkerung.

**Die Landtechnik ist stark mit dem Schicksal der Landwirtschaft verknüpft. Wo sehen Sie da die Risiken und wo die Chancen?**

Eine zeitgemässe Landwirtschaft braucht zeitgemässe Landtechnik. Die Tendenz, dass die eingesetzten Maschinen stetig grösser werden, um die Effizienz zu steigern, erachte

ich als eine Problematik. Zum einen, da die Bodenbelastung dadurch massiv zunimmt und weil die Strukturen in der Schweiz nur bedingt dafür geeignet sind. Chancen sehe ich eher in der Entwicklung der autonomen Geräte, wo nicht über die Grösse, sondern über die Möglichkeit des reduzierten Arbeitskraftbedarfs die Effizienz gesteigert wird. So oder so, Landwirtschaft braucht Landtechnik und umgekehrt. Wir sind eine Schicksalsgemeinschaft im positiven Sinn.

**Die Landtechnik bietet Lösungen mittels hochpräziserer Geräte, bis hin zu Spritzen mit künstlicher Intelligenz zur Erkennung und Behandlung von einzelnen Pflanzen. Dadurch werden der Mitteleinsatz und das Risiko beim Pflanzenschutz auf ein Minimum reduziert. Landmaschinenhändler verfügen über das entsprechende Know-how. Wie kann die Politik das Bewusstsein in der Allgemeinheit dafür stärken?**

Ich glaube nicht, dass es primär die Aufgabe der Politik ist, hier Aufklärung zu betreiben. Es ist richtig, wenn die Politikerinnen und Politiker bei Entscheidungen über die entsprechenden Informationen verfügen. Dafür haben die landwirtschaftlichen Parlamentarierinnen und Parlamentarier im Bundeshaus zu sorgen. Die Bevölkerung und die Konsumentinnen zu informieren, ist aber Aufgabe der Branche. Hier ist die Landwirtschaft zusammen mit den Landtechnikunternehmen gefordert, gemeinsame Strategien zu entwickeln.

**Auch beim mechanischen Pflanzenschutz oder bei neuen Arbeitsmitteln, wie Roboter und Drohnen, stellt die Landtechnik innovative Technik und Fachwissen zur Verfügung. Wie beurteilen Sie diese Entwicklung zugunsten einer verantwortungsvollen Landwirtschaft?**

Diese Entwicklung verfolge ich mit grossem Interesse und sehe darin auch viel Potenzial und Chancen. Oft sind jedoch die Kosten, die solche Technologien verursachen, für einzelne Betriebe zu hoch oder das nötige Know-how fehlt. Hier gilt es, gemeinsam Strukturen zu schaffen, die den Einsatz der neusten Techno-

logien in der Breite auch wirklich ermöglichen.

**Der Fachverband Agrotec Suisse hat sich zum Ziel gesetzt, mittels sachlicher Information über seine Mitglieder, deren Mitarbeiter, Familien und Freunde mehrere 10'000 Nein-Stimmen zu holen. Welche weiteren Möglichkeiten sehen Sie?**

Da es um ein sehr emotionales Thema geht, sind wir alle gefordert, im nächsten Umfeld zu sensibilisieren und zu erklären. Vor allem aufzeigen, was bereits alles gemacht wird und auf mögliche Konsequenzen hinweisen, ist wichtig. In Gesprächen stelle ich oft fest, dass viele Leute sehr wenig wissen. Wenn ich ihnen dann die Zusammenhänge aufzeige, sind sie ganz erstaunt. Der Bevölkerung muss bewusst werden: Wenn wir weniger in der Schweiz produzieren, nimmt der Import entsprechend zu und damit unsere Einflussnahme auf die Produktionsbedingungen ab. Probleme zu exportieren, statt sie zu lösen, ist für mich keine Option und scheint mir ein Wohlstandsphänomen zu sein. Doch braucht es auch innovative Ideen und Projekte, um die Landwirtschaft und die übrige Bevölkerung zusammenzubringen und aufzuzeigen, dass wir alle in irgendeiner Art und Weise voneinander abhängen und profitieren. «Mein» Dorf Alchenstorf trägt seit drei Jahren den Namen «Vogeldorf». Wir wollen die Biodiversität in der Landwirtschaft und im Siedlungsraum mit Aufklärungsarbeit, Motivation und Begeisterung stärken und dafür Verantwortung übernehmen, siehe [www.vogeldorf.ch](http://www.vogeldorf.ch). Wichtig ist, dass wir alle an unseren Plätzen immer wieder aus dem «Vogelblick» die Natur, die Landwirtschaft und die Wirtschaft als ein Ganzes wahrnehmen. ■

*Die Fragen stellte  
Rob Neuhaus*